

## 79 : La faim dans l'arc de crise moyen-oriental

*Le courrier de Cassandre n°79 pour une carte du Monde nouvelle, pour une géographie "curieuse" vous est offert ce 11.09.08 par les cafés-géo.*

Sefrou, petite ville adorable agrippée aux pentes du Moyen-Atlas, au Maroc, si bien dotée en arbres et en eau que l'on se croirait dans un pays tempéré humide (800 m d'altitude et face aux vents d'ouest chargés de pluie), a été en septembre 2007 le lieu d'émeutes liées à l'augmentation des prix alimentaires : impossible de ne pas penser au retour des émeutes de la faim. Cette explosion a pu être expliquée en mots savants : « les politiques d'ajustement structurel ont érodé les politiques de subvention à la consommation qui permettaient d'amortir les mouvements haussiers du prix des matières alimentaires » (P. B., Montpellier, déc. 2007). Si c'est vrai, ce jargon n'a pas rassasié les affamés. Certains pays ont trouvé des palliatifs. La Tunisie a réduit la longueur de ses baguettes. Le gouvernement égyptien a fait don de 800 millions de dollars au secteur du blé pour éviter les manifestations. C'est que, depuis 1957, le peuple avait trouvé du goût au pain (kesra, boulgour, couscous,...), puisque les prix avaient pris l'habitude de baisser, passant de l'indice 200 en 1957 (base 1990) à 90 en 2005 (base 1990).

Depuis 2005, les prix grimpaient cependant. Personne, ni au Maghreb, ni au Moyen-Orient, n'avait encore pensé à la solution austro-française proposée à la fin du XVIIIe siècle : « Que le peuple mange donc de la brioche ! ». En revanche, les explications savantes ne manquaient pas, du type : « l'inversion de tendance des prix se comprend par le recours à une explication de type géopolitique à facteurs multitemporels et multivariés ». Ah ! Que la géographie est belle en ce miroir ! Il est vrai que le déchiffrement de ces « multi » permet de faire oublier la faim pendant quelques instants. Mais elle revient bientôt, plus griffante encore. Il paraîtrait que, à très court terme, les raisons de cette faim sont purement locales. Comme toujours, la hausse des cours des céréales sur le marché mondial incite les importateurs à réduire l'ouverture de leurs greniers : ils sont certains de gagner de plus en plus au jour le jour, laissant monter les cours mondiaux et la demande locale accrue par la faim. Rétrécir l'offre par la fermeture des greniers est une pratique déjà connue dans l'Antiquité. À l'époque, il n'existait pas d'État moderne susceptible de mettre fin autoritairement à ces jeux. Aujourd'hui non plus.

C'est à la géopolitique que l'on devrait, dit-on en pleine mondialisation, demander les raisons de la hausse des cours mondiaux. La réponse devient délicieuse : 1. la sécheresse a réduit les exportations de l'Australie, de l'Ukraine et de la Russie pendant la saison 2006. Pour les Etats-Unis, ce sont les inondations. Cela s'appelle une conjoncture annuelle dont la « nature » est seule responsable. Marâtre, va ! Nous, économistes, politiques, prévisionnistes, experts..., n'y sommes donc pour rien. Les prix montent partout, cela nous désole, mais bon : la science se borne à constater. Cet effet est renforcé par 2 : la production d'agrocultures à partir de céréales a renchéri les prix, comme le dit la FAO et, de manière imagée mais plus efficace, Bruno Parmentier (joli nom) : « le réservoir d'essence des pays riches [mange maintenant] dans l'assiette des pays pauvres ». Les prix montent toujours, et devraient monter pendant plusieurs années. 3. En changeant encore d'échelle de temps, la tendance séculaire à une croissance démographique échevelée ne cesse de créer de nouvelles bouches à nourrir. Or, contrairement au slogan maoïste des années 1960-70 (« à une bouche correspondent deux bras qui, sous la direction éclairée du Parti, peuvent nourrir quatre bouches »), plus il y a de monde en Méditerranée, plus on a faim chez les pauvres et plus il y a de pauvres. On dit en Chine :

« Plus y a de fous, moins y a de riz ». 4. Changeons une fois de plus d'échelle de temps. La planète paraît entrer dans un cycle structurel nouveau : l'enrichissement global, dû à l'OMC, induit une forte croissance, évidemment renforcée de manière dramatique par l'entrée sur le marché mondial de l'Inde et de la Chine. Jeter d'un coup plus de deux milliards d'affamés ou d'anciens affamés sur le marché mondial est évidemment une rude affaire. Surtout si, de manière « inattendue » (sic), ces deux populations ont décidé brutalement depuis vingt ans de manger plus en travaillant plus, bien qu'elles se situent politiquement, sur l'échiquier politique mondial, la première « à gauche » et la seconde « à gauche de la gauche » (jadis, on disait à l'Est). Quel risque de dévastitude, disait quelqu'un récemment... Pour éclairer ce mouvement d'une formule aisément mémorisable : le remplissage de l'estomac des uns tendrait à serrer de plusieurs crans la ceinture des autres. Il s'agirait donc d'une affaire Sud-Sud, les gros affamant les petits et nous, les rrp (riches, repus, prétentieux), nous irions benoîtement distribuant les aides alimentaires sans contreparties politiques...

En plaçant correctement les engrenages qui relient les divers temps sans changer d'acteurs, on parvient à créer en laboratoire un mécanisme explicatif de ces constatations. Il porte le nom de « crise des subsistances ». Ce mécanisme, un peu long à expliquer, s'applique évidemment à chaque produit dont la pénurie se manifeste. Et comme, de manière générale, le Moyen-Orient (ce qu'on appelle aussi les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, en acronyme les PSEM) est presque toujours en pénurie de presque tout, le sort des populations n'y est pas enviable. Sauf, bien entendu, la partie de la population qui possède les moyens d'éviter cet engrenage et qui, comme par hasard, se trouve à la fois au pouvoir et aux affaires. Pour les autres, les faits sont clairs : le déficit de la balance commerciale agricole des PSEM tourne avec constance autour de 10 milliards de dollars l'an, depuis 1995. Comme la croissance démographique entraîne depuis 1960, en moyenne, un doublement de la population tous les trente ans, ce déficit concernera donc bientôt, mécaniquement, quatre fois plus de personnes qu'il y a soixante ans. La logique voudrait que, pour éviter la faim alors que les prix des céréales augmentent mondialement, on décide localement de ne pas répercuter cette hausse sur le prix du blé qui sert à faire du pain, kesra, boulgour, couscous, etc. Mais où a-t-on vu ceux qui ont faim avoir le pouvoir de le décider ? Et, l'auraient-ils, cela serait-il économiquement viable ?

C'est là qu'intervient le deuxième problème dit insoluble : la structure de l'exploitation rurale et de la société dans son ensemble. Les rapports de l'OCDE et de la FAO sur les *Perspectives agricoles 2007-2016* sont pessimistes. Pourquoi ? Parce que, paradoxalement, si l'urbanisation (60 % en moyenne de la population) libère de la place aux champs, elle tasse les gens en ville. Si la faim décroît dans les campagnes pour chaque cultivateur attaché à la glèbe, elle croît dans l'ensemble du pays. Pourquoi ? Parce que la migration continue de paysans vers la ville accroît la pression sur la demande, donc sur le prix du pain, en hausse comme la faim. Voilà que la faim rurale endémique s'est endémiquement urbanisée !

Au moins mange-t-on mieux à la campagne, qui compte relativement de moins en moins de monde ? Eh bien non ! En effet, la production encouragée de produits dits « de substitution », destinés à réduire les importations et à déclencher un développement autochtone, malgré ses succès mitigés, est telle qu'il devient suicidaire pour les paysans de continuer à produire du pain (pardon, de la céréale). Le blé n'est pas rentable pour les petits paysans : il occupe trop de place pour un rapport mince, comparé à ceux de la tomate et des autres cultures dites « à forte valeur ajoutée ». On ne parle pas de l'opium (pardon, du pavot). En effet, la terre n'appartient pas ou n'appartient qu'apparemment aux paysans, parce que les prix de tous les produits sont décidés par les bourgeoisies urbaines, leurs intermédiaires, les spéculateurs

enrichis, les fonctionnaires corrompus et « les propriétaires absentéistes », auraient dit dans les années 1950 les défunts Labrousse, Sauvy et Fourastié, plus quelques autres comme Josué de Castro - rien à voir avec Fidel. En outre, le prix des « intrants » (ce qui est nécessaire au paysan pour produire - les engrais, les carburants, les semences, les pesticides, le coût des transports, les outils, l'eau, l'électricité...) ne cessant de croître, de même que les produits industriels nécessaires à la vie courante (huile, allumettes, outils...), de même aussi que les moyens financiers indispensables aux rites sociaux (mariage des enfants, naissances, décès des parents, qui peuvent vous endetter pour plusieurs années, ... sans oublier les dons aux religieux, les cadeaux « rituels » à ceux dont on a besoin - médecins et autres -, les prévarications de la police...), de même encore que les impôts divers, toute cette accumulation rend le recours fréquent à des usuriers inflexibles. Bref, cet ensemble qui s'appelle une vie de labour / labeur peut expliquer pourquoi la famille du laboureur peut avoir faim et son chef s'échiner à ne rembourser que les intérêts des emprunts qu'il a dû faire.

Il y a donc peu de chances que l'on mange mieux un jour dans la région, comme le prévoient l'OCDE et la FAO, tout simplement parce que les bourgeoisies plus ou moins bureaucratiques se sont spécialisées dans l'art de saisir la tendance du marché, donc de décider de la rentabilité instantanée de leurs terres. Elles font donc produire ce qui rapporte le plus, donnant l'exemple aux communautés voisines. L'Afghanistan actuel est la caricature de ce système : les « élites » ont remplacé les cultures vivrières par le pavot et leur gouvernement recourt à l'aide internationale pour nourrir son peuple ! Ça, c'est malin ! C'est ainsi que les bonnes âmes d'Occident, USAid et ACF en tête, financent indirectement l'opium. Il est vrai que ce sont leurs enfants qui le consomment..., et que ne ferait-on pour ses enfants ?

Curieusement, lorsqu'il devient rentable d'utiliser les céréales, le sucre et les oléagineux pour produire des combustibles dits de substitution, la production de blé ou de maïs augmente aussitôt dans les statistiques, sans rassasier d'un gramme de plus, puisqu'on en fait des gaz polluants (pardon, du carburant). C'est ainsi que l'éthanol et le biogazole, si utiles pour faire baisser la pression sur les prix du pétrole (et « réduire » l'effet de serre en satisfaisant toutes les angoisses du monde riche incapable de modifier ses attitudes de consommation toujours en croissance), ces « substituts verts au pétrole » deviennent les instruments de la faim des peuples du Moyen-Orient (et bientôt, peut-être, des autres). Vive l'écologie bien comprise !

Tout ceci est-il inéluctable ? Non, ce n'est qu'un mauvais moment à passer, disent les bonnes langues des experts internationaux, juste quelques décennies, pendant lesquelles quelques peuples continueront à avoir faim. Mais, confiance ! Leur savoir-faire héréditaire dans ce domaine leur permettra de gérer la situation. Cela me rappelle l'autodérision dont faisait preuve un grand spécialiste de l'alimentation, Michel Cépède, qui était d'une forte taille et d'un embonpoint équivalent. De passage à Rabat, Maroc, il racontait aux trop jeunes contractuels que nous étions en 1957 au ministère marocain de l'agriculture que, arrivant en Bolivie au nom de la FAO, le douanier lui demande sa profession. « Expert en alimentation ». Alors le douanier se recule, considère l'homme, grommelle : « Oui, évidemment... », et le laisse passer.

Mauvais moment à passer pour ceux qui ont faim, disait-on ? Bien entendu car, à l'avenir, les nouvelles règles libérales de l'OMC, en encourageant la disparition des droits de douane dissuasifs et la liberté du commerce, c'est-à-dire la liberté pour le plus fort de dicter ses conditions au plus faible, vont permettre aux peuples de la faim d'espérer se sortir d'affaire d'ici trente ou cinquante ans. Belle perspective pour le repas de demain ! On peut en outre douter que, si rien ne change, ils y parviennent. La raison en est simple, bien qu'elle soit

double : 1. Les céréales et autres produits des champs devraient remplacer un jour le pétrole et le gaz qui manqueront à des consom-moteurs en nombre croissant. Ces produits agricoles vaudront donc plus cher. Cela favorisera-t-il les paysans des PSEM (Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée) bien qu'ils n'aient que peu de terres arables ? Eh bien non ! Pourquoi ? Parce que : 2. Une bonne partie des hydrocarbures raréfiés seront toujours produits largement par les PSEM et le Moyen-Orient au sens large (du Sahara et de la Libye à l'Iran et au Turkménistan en passant par l'Irak), tous pays arides. Leurs classes dirigeantes, bientôt privées d'une part non négligeable de leur rente pétrolière, devraient donc, devant le manque à gagner, se hâter de faire re-devenir leurs pays (pensons au Croissant fertile !) des producteurs de blé. Mais comment ? Impossible par la culture sans sol : d'où viendrait l'eau ? Impossible sans les capitaux venus des hydrocarbures - même si une grande partie est détournée par les corrompus qui les renvoient dans les banques des pays riches - : comment paieraient-ils pour dessaler l'eau de mer et la conduire dans le désert ? Voilà l'avenir des PSEM : pas d'argent et des peuples toujours sans nourriture. Bon courage !

À moins que... À moins que, une fois tarées les nappes de naphte et les poches d'hydrocarbures, ces pays ne décident de recommencer à produire de quoi manger en revenant en arrière. Grâce à quoi ? Ben voyons, à l'ordre éternel des champs, au retour à la bougie. Grâce à qui ? À la main-d'œuvre que procureront les enfants des anciens paysans contraints aujourd'hui de devenir des urbains et qui redeviendront dans quelques années des paysans cultivant calmement à la houe, faute d'essence pour les tracteurs qu'ils ne pourront plus fabriquer faute de prolétariat urbain. Alors, les produits de la terre n'auront aucun besoin de servir d'énergie de substitution. Ils fourniront toutes les céréales de base et même au-delà, ce qu'on appelle les « surplus ». Ce mécanisme ingénieux sauvera de la faim des générations entières, à condition que chacune d'elles renonce, hautes classes comprises, à consommer autre chose que des céréales, des produits de l'élevage pastoral, de la cueillette et du ramassage du bois mort pour le feu. L'étape suivante est le retour possible à Cro-Magnon. Et voilà ces PSEM bien nourris, exportateurs de céréales à bas prix que nous, pays riches, leur achèterons en leur vendant au prix fort les produits de nos industries sans concurrence. Cela se paiera-t-il d'une régression technique, sociale et mentale généralisée, que dénonceront nos ONG allant se pavaner en 4 x 4 superéquipés pour diffuser en temps réel les images de la « misère digne » ? Oui, bien sûr, mais on n'a rien sans rien ! Ça, c'est le scénario négatif.

Y a-t-il la place pour un scénario positif. Eh bien non ! L'échange des « surplus » potentiels de céréales (ô mânes de Perrette !) des PSEM reruralisés contre des produits industriels leur permettant de recommencer le processus d'accumulation progressive de capital qui a permis aux pays aujourd'hui riches de passer de l'autoconsommation au capitalisme est impossible. Pourquoi ? Parce que les pays riches et industrialisés produisent eux-mêmes leurs propres surplus de céréales et parce que le capitalisme les rend habiles (à moins que ce ne soit l'inverse). Preuve ? Les pays riches ne vendent pas leurs surplus alimentaires, ils les donnent ! Ils n'affament donc pas les peuples, ils les sauvent ! Mieux encore, ils vont jusqu'à subventionner leurs 5 % d'agriculteurs pour pouvoir donner plus ! Quelle générosité ! Ils vont encore plus loin, jusqu'à payer, au moyen de dons volontaires de leurs populations, des organisations « caritatives » et « humanitaires », pour distribuer leurs surplus dans tous les pays qui ont faim (voir l'image de l'Homme au sac de riz sur l'épaule...). Quelle double générosité ! Triple même, c'est inouï, car les pays riches et industrialisés se bousculent déjà pour aider les pays de la faim à extraire de leurs territoires les ressources, minières et autres, que ces derniers sont bien incapables d'exploiter, et vont même jusqu'à leur donner en échange, royalement, des « royalties »...

Comme il faut prévoir le pire, les pays riches mettent déjà au point et perfectionnent des techniques raffinées (raffinées, c'est le mot ...) de manière à ne plus utiliser chez eux que des agrobiocarburants de deuxième génération (algues, broussailles, déchets forestiers, détritiques, enzymes, qui sait quoi encore...). D'ici 2016, la production d'éthanol à partir de plantes non céréalières devrait doubler dans tous les principaux pays (Etats-Unis, Union européenne) et même chez les « nouveaux riches » (Chine, Brésil). On voit venir le moment où ces pays finiront par vendre à la fois leurs surplus céréaliers et leur éthanol aux ex-producteurs de pétrole que deviendront les PSEM. Il y a quelques malnutris, ici et là, qui ont du souci à se faire, mais comme beaucoup d'entre eux ne sont pas encore nés...

Ah ! Que la petite ville de Sefrou était belle au temps de mon enfance, des vacances à la montagne, loin de l'air chaud et humide des plaines côtières entre Gharb et Doukkala, parmi le gazouillis des séguias et le fouillis des taillis (assonances et allitérations !), dans ce Maroc colonial qui ne comptait que neuf millions d'habitants (sic !), aujourd'hui trente, dans lequel quelques milliers de colons français produisaient une richesse, à leur échelle, équivalant aux grandes exploitations de la Beauce aujourd'hui et où, cependant, quelques millions de gens, déjà, avaient faim.

**Cassandre**